

DU 1^{er} JUILLET AU 31 OCTOBRE

PRÊT SCOLAIRE 0%
TAUX D'INTÉRÊT

Disponible en 24h

PLUS DE SOUCIS
pour la rentrée scolaire de nos enfants.

Jusqu'à 5 mois du **salaire net***

RDV EN AGENCE

CORIS BANK

*Cf. conditions générales



www.journal-lemedium.com

N° 0720 du 15 au 21 Septembre 2026- Prix : 250 F CFA

INSALUBRITE A LOME :
Quand les mauvaises
habitudes des citoyens
aggravent la situation



— REAJUSTEMENT DES PRIX A LA POMPE : —



ANNÉE SCOLAIRE 2026-2027 :
DES INNOVATIONS DANS LE SYSTÈME, DES KITS SCOLAIRES À PLUS
DE 150 000 FILLES DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS, RECONDUCTION
DE L'OPÉRATION " RENTRÉE SCOLAIRE SÛRE 2026 "



EDITO

Voir le meilleur
en soi



« Si tu refuses de voir le meilleur en toi-même et choisis de t'attarder sur tout le négatif en toi, tu dois être prêt à en accepter les conséquences, car tu attires à toi ce que tu maintiens dans tes pensées. Ne pense qu'au meilleur et c'est le meilleur qui sera devant toi ».

Eileen Caddy ne pensait pas si bien dire. Mais tout est pourtant dit, de la plus simple des manières.

Humain, suis ton rêve... Si tu trébuches, n'arrêtes pas et ne perds pas de vue ton objectif. Continues vers le sommet, car ce n'est qu'au sommet que tu auras une vue d'ensemble.

C'est nous demander d'être tenace, persévérant sur le chantier, endurant et ne pas se laisser abattre. Donnons-nous toutes les chances de réussir, d'atteindre le sommet. Mettons la barre assez haute.

J'ai dit !
Crédo TETTEH



Récépissé

N°0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

23 Rue Formatec, Agoè-Cacavéli
01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse : Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :

TETTEH Adjé K. Crédo

Directeur de la Publication :

WOUSSOU Kossi

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali Samba

Infographie : JPB

Impression : VISION

Tirage : 2500 exemplaires

REAJUSTEMENT DES PRIX A LA POMPE : ADAPTER LES DÉPENSES AUX CAPACITÉS RÉELLES DE L'ETAT

Un adage populaire dit : " La plus belle fille au monde ne peut donner que ce qu'elle a ". Le gouvernement togolais, dépité, peut prononcer cette maxime, la mort dans l'âme, au moment où il annonce une nouvelle hausse des prix du carburant. Dans la sous-région ouest-africaine, ils étaient deux, le Togo et le Bénin, à résister face à la conjoncture internationale en lien avec les événements du détroit d'Ormuz qui font flamber le prix du baril du pétrole. En ce 11 Septembre 2026, la résistance du Togo est tombée.

En effet, face aux tensions persistantes sur les marchés énergétiques internationaux, la question du prix des carburants revient au premier plan au Togo. Pour les pouvoirs publics, l'enjeu est double : préserver le pouvoir d'achat des ménages et limiter les effets inflationnistes d'une éventuelle hausse à la pompe, sans pour autant compromettre l'équilibre des finances publiques.

Pendant plusieurs mois donc, le gouvernement togolais a absorbé une partie de la hausse,



grâce aux subventions. Cette politique a permis de limiter l'impact immédiat sur le pouvoir d'achat. Mais le 27 mai 2026, les prix ont été réajustés. Le super sans plomb est passé de 680 à 725 FCFA le litre et le gasoil de 695 à 750 FCFA. Trois mois plus tard, un nouvel ajustement qui porte le prix du super sans plomb à 817 FCFA, au grand dam des consommateurs, désemparés.

Pour le gouvernement, les inquiétudes exprimées par les populations, suite à cette nouvelle hausse, sont compréhensives. Car dans une économie où le transport routier joue un rôle

essentiel dans la mobilité des personnes et l'acheminement des marchandises, une hausse du carburant peut rapidement se diffuser à l'ensemble du tissu économique. Une augmentation du coût du carburant renchérit le transport, puis les coûts logistiques, les dépenses de production et, in fine, le prix des biens et services. Le carburant devient alors un vecteur de transmission du choc pétrolier à l'ensemble de l'économie. Les autorités en sont conscientes.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle depuis bien longtemps, l'Etat togolais a recours à la sub-

vention de ces produits pétroliers, maintenant des prix à la pompe raisonnables. Mais il ne saurait le faire indéfiniment face à la forte volatilité des cours du baril, à la hausse du fret et aux fluctuations du dollar qui renchérisse le coût des importations énergétiques.

Car, maintenir durablement les prix subventionnés du carburant devient alors difficile pour des pays, comme le Togo, qui disposent des ressources limitées. Les sommes consacrées aux subventions peuvent atteindre des niveaux importants et réduire les ressources disponibles pour d'autres priorités : santé, éducation, infrastructures ou investissements productifs.

Un choix cornélien survient : si l'Etat subventionne massivement, ses finances sont mises sous pression. Si les consommateurs supportent toute la hausse, leur pouvoir d'achat diminue. Les entreprises, elles, doivent composer avec des coûts de transport et de production plus élevés. Aussi, comment protéger les ménages les plus vulnérables, sans subventionner indistinctement tous les consommateurs ? Voilà autant de situations qui exposent les gouvernants à des choix cornéliens.

Le Togo illustre ce dilemme. Pendant plusieurs mois, l'Etat a absorbé une partie de la hausse internationale, grâce aux subventions, avant de procéder, le 27 mai 2026, à un premier réajustement de prix, et ce 11 Septembre à un deuxième réajustement. Ces réajustements des prix permettent alors de rétablir une partie de l'équilibre. La bonne stratégie alternative consisterait à laisser progressivement les prix refléter les coûts réels. Mais il doit être accompagné de mesures destinées à limiter son impact sur les ménages et les secteurs productifs.

Le Togo doit désormais tirer les leçons de cette crise : mieux anticiper les chocs, diversifier davantage ses sources d'énergie à partir des centrales solaires comme celle de Blitta, et renforcer les mécanismes de protection sociale.

Pour le moment, on susurre dans les milieux autorisés que l'Etat va augmenter sa subvention à la société SOTRAL, des exonérations de taxes aux transporteurs, pour éviter l'augmentation des prix des transports publics et privés.

@LEMEDIUM

ANNEE SCOLAIRE 2026-2027:

DES INNOVATIONS DANS LE SYSTÈME, DES KITS SCOLAIRES À PLUS DE 150 000 FILLES DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS, RECONSTRUCTION DE L'OPÉRATION " RENTRÉE SCOLAIRE SÛRE 2026 "

À tous nos enfants qui reprennent le chemin de l'école, je souhaite une excellente rentrée, placée sous le signe de l'apprentissage, de l'épanouissement et de la réussite. J'adresse mes encouragements à nos enseignants, dont l'engagement, la patience et le dévouement sont essentiels à la formation des générations futures. Je salue également les parents pour leur présence bienveillante et leur accompagnement au quotidien ". Voilà les mots du Président du Conseil, Faure Gnassingbé, à l'endroit des élèves, des enseignants et des parents, à l'occasion de la rentrée scolaire 2026-2027 qui a débuté ce 14 Septembre 2026.

Par @Crédo TETTEH

Ce sont de millions d'enfants du Togo qui ont retrouvé le chemin de l'école. Et pour l'occasion, le gouvernement, comme chaque année, ne lésine pas sur les moyens pour leur rendre la tâche plus ou moins facile. Environ 4 000 enseignants recrutés et formés en moyenne chaque année, depuis cinq ans. Construction, réhabilitation et équipement de milliers de salles de classe.

Pour cette année scolaire, quelques innovations ont été introduites dans le système : les Classes-Métiers, dès le cours moyen au primaire et dans les collèges et lycées scientifiques, l'expérimentation de classes scientifiques, axées sur une pédagogie plus pratique.

Accent sur la scolarisation des filles.

Sous l'impulsion du Président du Conseil, Faure Gnassingbé, l'accent est mis sur l'équité dans l'accès à l'éducation, avec une attention particulière accordée aux

jeunes filles. À l'occasion de la rentrée scolaire 2026-2027, le Projet SWEDD+ Togo a lancé une vaste campagne nationale de distribution de kits scolaires, destinée à plus de 150 000 filles des établissements publics.

Le Togo renforce ainsi son offensive en faveur de la scolarisation et du maintien des filles à l'école. Il faut dire que c'est une initiative qui traduit la volonté des pouvoirs publics de réduire les obstacles matériels, susceptibles de freiner le parcours scolaire des jeunes filles.

C'est le CEG Blitta Gare qui a accueilli le lancement officiel de cette campagne le mercredi 9 septembre 2026, en présence de plusieurs personnalités. Présidée, au nom du Président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé, par Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire générale de la Présidence du Conseil et Gouverneur du Togo auprès de la Banque mondiale, la cérémonie a



Des écoliers

connu également la présence de l'Honorable Député Atcholi Aklesso.

La campagne prévoit la mise à disposition de kits scolaires au profit de filles inscrites dans les établissements publics. Plus précie-



Remise symbolique de kits scolaires

sément dans plus de 1 500 localités, réparties à travers les cinq régions du pays Il faut ajouter qu'au-delà de la fourniture de

cée ce mercredi intervient dans le cadre du Projet d'Autonomisation des Femmes et de Dividende Démographique au Sahel (SWEDD+), financé par la Banque mondiale, en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA). Cela s'inscrit dans une démarche plus large, visant à favoriser l'inclusion éducative, l'autonomisation des filles et, à terme, leur pleine participation au développement économique et social du pays.

Le gouvernement entend ainsi agir concrètement sur l'un des défis majeurs liés à l'éducation des filles : leur maintien durable dans le système scolaire. Car derrière chaque kit distribué, se trouve une ambition plus grande, celle de permettre à une jeune fille de poursuivre ses études, de développer ses compétences et de construire son avenir. Avec plus de 150 000 bénéficiaires et un déploiement dans plus de 1 500 localités, la campagne SWEDD+ Togo entend donner une traduction concrète à cet engagement.

À Blitta, le message est sans équivoque : les filles ont des rêves, mais la réalisation de ces rêves passe aussi par les moyens qui leur sont donnés pour apprendre, rester à l'école et préparer leur avenir. Cette nouvelle campagne nationale entend précisément leur offrir une partie de ces moyens.

L'opération " Rentrée scolaire sûre 2026 " reconduite.

Fort des enseignements tirés de

la première édition de l'opération " Rentrée scolaire sûre ", le dispositif est renforcé cette année afin d'offrir aux élèves, aux enseignants et à l'ensemble de la communauté éducative, un environnement sûr, paisible et propice aux apprentissages.

L'opération "Rentrée scolaire sûre 2026" mobilisera, de manière coordonnée, comme l'année dernière, les forces de sécurité autour des objectifs suivants : sécurisation des établissements scolaires et des points de rassemblement; surveillance renforcée des zones à risque et des axes routiers fréquentés; régulation de la circulation pour limiter les embouteillages et les accidents; prévention de la petite délinquance et des actes de nuisance aux abords des écoles; sensibilisation des usagers (élèves, parents, conducteurs, riverains) aux bonnes pratiques de sécurité; prévention des violences, incivilités, agressions, attroupements et autres risques en milieu scolaire.

Aussi, l'édition de cette année connaîtra par conséquent, une implication plus forte des autorités locales et intégrera les dimensions ci-après : la prévention de la circulation et de la consommation des stupéfiants aux abords des établissements scolaires; la sensibilisation sur les risques liés à l'usage du numérique, notamment la réglementation nationale en matière de l'utilisation du téléphone dans l'enceinte des établissements scolaires.



Remise symbolique de kits scolaires

Zozo

OTR : 507,82 MILLIARDS FCFA DE RECETTES FISCALES MOBILISÉS À FIN JUIN



Au premier semestre de l'année, l'Office Togolais des Recettes (OTR) a mobilisé 507,82 milliards FCFA de recettes fiscales. C'est ce que révèle les données publiées par la Direction générale du budget et des finances, dans son dernier rapport d'exécution du budget de l'Etat (à fin juin 2026).

Ce niveau de mobilisation représente une progression de 14,3 % par rapport aux 444,11 milliards FCFA collectés à la même période en 2025. Cette performance repose sur les recouvrements effectués par les deux principales régies de l'OTR : le Commissariat des impôts (CI) et le Commissariat des douanes et droits indirects (CDDI).

Dans le détail, le CI a mobilisé 279,07 milliards FCFA sur les six premiers mois de l'année, soit 45,3 % de ses prévisions budgétaires annuelles. Ses recettes sont en hausse de 14,6 % par rapport à la même période de 2025. De son côté, le CDDI a enregistré 228,74 milliards FCFA de recettes, correspondant à 47,7 % de son objectif annuel et une progression de 14 % sur un an. Rapportées à l'activité économique, ces mobilisations portent la pression fiscale à 6,8 % du PIB à fin juin 2026, contre un objectif annuel de 14,6 %.

Notons que pour l'ensemble de l'année 2026, l'OTR est chargé de mobiliser 1338,9 milliards FCFA de recettes. À mi-parcours, les 507,82 milliards FCFA collectés correspondent à environ 37,9 % de cet objectif global.

Source : @Republiquetogolaise.com

AMU : DE NOUVEAUX BUREAUX DE PROXIMITÉ OUVERTS À LOMÉ



Au Togo, les assurés de l'Assurance maladie universelle (AMU) disposent désormais de nouveaux points de proximité pour leurs démarches. Les deux institutions chargées de la gestion du régime (INAM et CNSS) ont récemment installé des bureaux dans plusieurs formations sanitaires du Grand Lomé afin de faciliter l'accueil et le traitement des dossiers.

Ces bureaux sont opérationnels au sein de l'Hôpital Dogta-Lafie et des Centres médico-sociaux (CMS) d'Adetikopé, Agoré, Séghé, Adidogomé, Djidjilé, Agoré Démakpè et Baguida. Les assurés AMU peuvent y être accueillis, quelle que soit l'institution auprès de laquelle ils sont affiliés.

Ces espaces permettent d'obtenir des informations, de faire enregistrer les pièces et de soumettre les plaintes et réclamations. Ils prennent également en charge les formalités liées aux ententes préalables ainsi que celles relatives au traitement de certaines pathologies chroniques.

Cette initiative intervient après plusieurs actions conjointes menées au cours du premier semestre 2026, notamment en matière d'immatriculation et de sensibilisation, de digitalisation des services, d'harmonisation des paniers de soins et d'élargissement du champ des bénéficiaires. Elle vise à rapprocher progressivement les prestations de l'AMU des bénéficiaires et à simplifier leurs démarches.

L'Assurance maladie universelle (AMU), en vigueur depuis le 1er janvier 2024, permet de renforcer l'inclusion sanitaire et de protéger les populations contre les risques financiers liés aux soins de santé.

Source : @Republiquetogolaise.com

PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE : LEVIER STRATÉGIQUE POUR LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE ET LA SOUVERAINETÉ DU TOGO

L'ambition des autorités togolaises est de faire du pays, qui affiche 6,0% de croissance en moyenne sur 5 ans, et 6,3% attendus en 2026, un hub logistique et un pôle industriel. Mais il doit relever le défi du gap de financement en infrastructures. Le gouvernement mise sur le partenariat public-privé (PPP), au cœur de la feuille de route 2026-2031, pour y parvenir.

C'est d'ailleurs la raison de la tenue de la Conférence sur les contrats de partenariat public-privé le 3 Septembre 2026 à Lomé, où des décideurs publics, responsables d'institutions, experts et partenaires ont discuté autour du thème : " Les PPP : levier stratégique pour la transformation économique et la souveraineté du Togo ".

Mise en œuvre conjointement par le Ministère des Finances et du Budget, le Ministère de l'Économie et de la Veille stratégique et le Ministère délégué chargé de la Promotion des Investissements, de l'Industrie et de la Souveraineté économique, cette rencontre a permis de croiser les expériences et les expertises autour des conditions nécessaires à la conception et à la mise en œuvre de PPP performants.

L'objectif est de renforcer la maîtrise des mécanismes PPP par les décideurs publics, améliorer l'identification et la structuration des projets susceptibles d'être réalisés en PPP et favoriser un dialogue plus opérationnel avec le



Photo de famille

secteur privé et les partenaires financiers.

Renforcer la maîtrise des PPP par les acteurs publics

Dans un contexte, marqué par d'importants besoins en infrastructures et en investissements, les contrats de partenariat public-privé offrent un cadre permettant d'associer les capacités du secteur public et du secteur privé à la réalisation de projets structurants.

Au-delà de la question du financement, les échanges ont ainsi porté sur les conditions nécessaires à la conception et à la mise en œuvre de PPP performants : qualité de la structuration des projets, répartition équilibrée des risques, solidité des modèles économiques et financiers, prévisibilité des engagements et préservation de l'intérêt général. " Le PPP n'est pas un

contournement budgétaire. C'est un outil de performance et de responsabilité partagée ", a déclaré Badanam PATOKI, Ministre de l'Économie et de la Veille Stratégique.

La conférence a ainsi placé la maîtrise des mécanismes PPP par les décideurs publics au cœur des discussions, avec un enjeu clairement identifié : passer de la compréhension de ces mécanismes à leur mise en œuvre concrète et créer davantage le réflexe PPP dans l'identification et la structuration des projets.

Trois tables rondes pour croiser les approches et les expériences

Les travaux ont été structurés autour de trois tables rondes complémentaires, permettant d'aborder les PPP sous leurs dimensions institutionnelle, juridique, économique, financière et opération-

nelle.

La première table ronde, consacrée à la place des PPP dans la politique de développement du Togo, a notamment permis d'examiner leur rôle dans la réalisation des grands projets du pays, le cadre juridique et institutionnel togolais, ainsi que les différentes étapes nécessaires à l'identification et à la structuration d'un projet PPP.

La deuxième table ronde s'est intéressée aux modèles de PPP adaptés aux différentes typologies de projets, notamment dans les secteurs des infrastructures et des services essentiels. Les échanges ont mis en lumière plusieurs enjeux déterminants : prévisibilité à long terme, solidité des modèles économiques et financiers, accessibilité des services, partage des responsabilités et conciliation entre performance économique et intérêt général.

Enfin, la troisième table ronde a donné une place importante aux projets concrets et aux retours d'expérience, permettant de tirer des enseignements de projets développés au Togo et d'examiner, à partir de situations réelles, les conditions de réussite d'un PPP.

Les échanges ont ainsi permis d'aborder plusieurs secteurs et projets structurants du pays, notamment l'énergie, les infrastructures éducatives, les routes et bâtiments publics, la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA), les activités portuaires ainsi que le secteur de l'eau.

ÉNERGIE NUCLÉAIRE :

" L'ambition, à elle seule, ne suffit pas. Le monde doit construire, financer, réglementer et concrétiser ", a déclaré Faure Gnassingbé au Symposium mondial du nucléaire de Londres

Invité d'honneur de la 51^è édition du Symposium mondial du nucléaire, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a livré un véritable plaidoyer en faveur d'une approche africaine du nucléaire, fondée moins sur les annonces que sur la préparation, les partenariats et la mobilisation des financements.

En effet, à l'heure où l'énergie nucléaire s'impose de nouveau au cœur des stratégies énergétiques mondiales, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, entend positionner le Togo comme un acteur majeur de la réflexion sur la place et les opportunités de l'Afrique dans cette nouvelle dynamique nucléaire.

De l'ambition africaine à l'action

" De l'ambition à l'action " tel est le thème du 51^{ème} Symposium qui a naturellement servi de fil conducteur à l'intervention de Faure Essozimna Gnassingbé.

Selon le Président du Conseil, ce thème traduit une réalité désormais incontournable : l'énergie nucléaire bénéficie d'un regain d'intérêt à l'échelle mondiale et apparaît, pour de nombreux pays notamment africains, comme un instrument susceptible de renforcer la sécurité énergétique, d'accompagner la transition climatique et de soutenir le développement économique.



Faure Gnassingbé lors de son allocution

Cependant, souligne-t-il, " l'ambition, à elle seule, ne suffit pas. Le monde doit construire, financer, réglementer et concrétiser ". Il est donc clair que l'heure n'est plus seulement à l'affirmation d'objectifs, mais aussi et surtout à leur traduction opérationnelle.

Les besoins énergétiques de l'Afrique

Le regain d'intérêt pour le nucléaire ne produira des résultats durables qu'à condition d'être accompagné d'un environnement institutionnel, réglementaire, financier et humain

suffisamment robuste. Cette dynamique repose notamment, sur la reconnaissance du rôle que cette source d'énergie peut jouer dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et dans la sécurisation des approvisionnements énergétiques. Cet objectif ne pourra toutefois être atteint sans la participation active des États africains.

" Pour l'Afrique, cette transition est particulièrement importante. Le continent a d'immenses besoins de développement et d'industrialisation, d'amélioration des systèmes de santé, ainsi que le développement de ses infrastructures. "

Pour le Président du Conseil, tous ces progrès nécessiteront une énergie fiable et disponible en quantité croissante. Les technologies nucléaires, notamment les petits réacteurs modulaires et les microréacteurs, peuvent offrir des solutions énergétiques adaptées au contexte africain. A ce titre, " l'Afrique ne demande pas simplement une technologie. Elle demande un véritable partenariat. L'Afrique offre un marché et une vision de son propre avenir énergé-

tique ", a-t-il indiqué.

Le Togo et sa politique nationale en matière d'énergie nucléaire

Le Président du Conseil a illustré cette approche par la trajectoire du Togo. Membre de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) depuis 2012, le pays a progressivement engagé la construction de son environnement institutionnel et réglementaire.

" Le Togo est membre de l'AIEA depuis 2012 et nous avons progressivement renforcé notre cadre national pour l'utilisation sûre et pacifique des technologies nucléaires. En janvier 2025, nous avons créé notre Commissariat à l'énergie atomique. Plus récemment, nous avons signé un nouveau cadre de coopération avec l'AIEA. Dans le même temps, nous évaluons les technologies susceptibles de répondre à nos besoins futurs, ainsi que les partenariats et mécanismes de financement nécessaires. "

Une occasion pour Faure E. Gnassingbé de rappeler également les engagements pris dans le cadre de la deuxième édition du Nuclear Energy Innovation Summit for Africa (NEISA), tenue à Kigali, au Rwanda.

" Je voudrais rappeler ce que nous avons partagé lors de NEISA 2026 à Kigali. Le Togo, mon pays, a choisi d'engager sa préparation à l'utilisation de la science et de la technologie nucléaires dans le cadre de son développement et de sa sécurité énergé-

Suite à la page 5

INSALUBRITE A LOME :

Quand les mauvaises habitudes des citoyens aggravent la situation

Autefois présentée comme une ville propre et exemplaire, Lomé semble être aujourd'hui confrontée à une dégradation progressive de son cadre de vie. Dans plusieurs quartiers de la capitale togolaise, les déchets s'amoncellent dans les rues, aux abords des habitations et jusque dans les caniveaux. Les déchets plastiques, particulièrement visibles, font désormais partie du paysage urbain.

Cette situation n'est pas uniquement liée à l'insuffisance des infrastructures d'assainissement. Le comportement d'une partie de la population contribue également à aggraver le phénomène. Jeter des sachets plastiques et autres déchets dans les rues, ou encore déverser des ordures dans les caniveaux situés devant les habitations, sont devenus des gestes courants dans certains quartiers.

À Gbenyedzi, dans la commune du Golfe 1, les caniveaux à ciel ouvert illustrent cette réalité. Au lieu de servir à l'évacuation des eaux, certains sont transformés en véritables dépotoirs. On y retrouve des bidons ayant contenu de l'eau ou des jus, des sachets plastiques, des déchets ménagers et des matières



Un caniveau bouché par des ordures

organiques, notamment des restes d'aliments.

Au-delà de la pollution visuelle, cette accumulation de déchets constitue un véritable problème d'hygiène et d'assainissement. Elle peut également obstruer les caniveaux et compliquer l'évacuation des eaux, particulièrement pendant les périodes de fortes pluies.

Face à cette situation, il devient urgent de renouer avec les bonnes habitudes de propreté qui caractérisaient autrefois la capitale. La responsabilité incombe à chacun : citoyens, collectivités locales et pouvoirs publics doivent jouer leur part

tition.

Les autorités publiques sont également appelées à donner le ton. Cela passe notamment par l'assainissement des principales artères de la capitale, l'achèvement des chantiers abandonnés et la mise en place d'infrastructures adaptées. Certains chantiers laissés à l'abandon sont aujourd'hui devenus de véritables foyers d'insalubrité.

La sensibilisation doit également occuper une place importante dans la lutte contre l'insalubrité. Des campagnes régulières pourraient contribuer à rappeler aux populations les conséquences de l'abandon des

déchets dans l'espace public. Mais au-delà de la sensibilisation, l'application effective des textes et l'instauration de sanctions contre les comportements inciviques pourraient aussi contribuer à changer les habitudes.

" L'insalubrité à Lomé atteint des proportions inquiétantes. Chacun doit jouer sa partition. Le gouvernement doit donner le ton, en construisant de belles infrastructures, puis lancer des campagnes de sensibilisation et, ensuite, imposer des amendes à ceux qui enfreignent la loi. Nous devons prendre exemple sur le Rwanda ", estime M. Essowedou P.

L'exemple du Rwanda, souvent cité pour sa politique de propreté et d'assainissement, montre qu'une amélioration durable du cadre de vie nécessite à la fois des infrastructures, une forte sensibilisation et une véritable discipline collective.

Pour Lomé, l'enjeu est désormais de taille : retrouver une ville plus propre, plus saine et plus agréable à vivre. Cela ne pourra toutefois se faire sans un changement des comportements et une action concertée entre les citoyens et les pouvoirs publics.

Dodo ABALO

ÉNERGIE NUCLÉAIRE :

" L'ambition, à elle seule, ne suffit pas. Le monde doit construire, financer, réglementer et concrétiser ", a déclaré Faure Gnassingbé au Symposium mondial du nucléaire de Londres

Suite de la page 4
tique. Nous comprenons qu'un développement nucléaire responsable commence bien avant la construction du premier réacteur. "

Les obstacles au financement des projets de développement nucléaire, selon Faure E. Gnassingbé

Pour concrétiser les ambitions africaines, le Président du Conseil a présenté les obstacles au financement des projets de développement nucléaire. En effet, selon lui, ces projets nucléaires requièrent des investissements importants et s'inscrivent dans des cycles particulièrement longs. Ils nécessitent donc des structures financières capables d'accompagner des projets, dont les horizons se mesurent en décennies.

" Le financement reste l'un des défis les plus importants du déploiement nucléaire en Afrique. Les projets nucléaires exigent des investissements considérables sur le long terme et des structures de financement capables de gérer les risques sur plusieurs décennies. "

A Londres, le Président du Conseil a estimé que l'évolution de l'environnement financier international pouvait ouvrir de nouvelles perspectives. Encore faut-il, selon lui, transformer les réflexions et les recommandations en mécanismes opérationnels permettant effectivement aux pays africains d'accéder aux financements nécessaires.

NEISA, un cadre pour passer de



Faure Gnassingbé au milieu) échnageant avec des partenaires

la réflexion à l'action

La problématique du financement des projets nucléaires portée par le Symposium est en phase avec les travaux du Nuclear Energy Innovation Summit for Africa (NEISA), dont la deuxième édition s'est tenue cette année à Kigali, au Rwanda. C'est également dans cette logique qu'il faut comprendre l'importance que le Togo accorde au NEISA. Le forum a permis, selon le Président du Conseil, de franchir un nouveau cap dans le débat nucléaire africain, en faisant évoluer les discussions vers des questions plus concrètes. Il s'agit particulièrement de la préparation institutionnelle, du financement, de la formation, du développement des capacités industrielles ainsi que de la réglementation et des conditions de déploiement.

NEISA 2027 à Lomé

C'est dans cette dynamique que le Président Faure Essozimna Gnassingbé a annoncé que Lomé accueillera la troisième édition du

Nuclear Energy Innovation Summit for Africa (NEISA), du 1er au 3 juin 2027. Le choix de Lomé ne constitue pas un simple changement de cadre. Il traduit la continuité d'une dynamique continentale et l'élargissement du partenariat autour de l'avenir nucléaire de l'Afrique.

" Nous considérons ce passage de Kigali à Lomé comme bien plus qu'un simple changement de ville ou de lieu : il représente la continuité, le partenariat et l'élargissement de la dynamique nucléaire africaine. Nous avons l'occasion de faire en sorte que le prochain chapitre de la renaissance nucléaire mondiale soit aussi celui de l'industrialisation, de l'innovation et du développement de l'Afrique. "

Le Togo et son engagement mondial pour le nucléaire

L'un des moments forts de l'intervention du Président Faure Essozimna Gnassingbé à Londres fut l'annonce à portée internationale de l'adhésion du Togo à la Déclaration visant à tripler la capacité nucléaire

mondiale d'ici 2050, lancée à l'occasion de la COP28.

Il faut préciser que par cette décision, le pays entend prendre sa part aux efforts internationaux visant à renforcer la contribution de l'énergie nucléaire à la sécurité énergétique et à la lutte contre le changement climatique, tout en réaffirmant son attachement aux principes de sûreté, de sécurité et d'utilisation exclusivement pacifique des technologies nucléaires.

Une ambition africaine à concrétiser

A travers sa participation au Symposium, le Président du Conseil a ainsi défendu une vision dans laquelle le nucléaire ne constitue pas une fin en soi, mais un possible instrument au service du développement. L'enjeu est désormais de faire en sorte que la nouvelle dynamique mondiale en faveur de l'énergie nucléaire puisse également bénéficier au continent africain, en contribuant à son industrialisation, à l'innovation, au développement des infrastructures et au renforcement de ses capacités humaines et technologiques.

La perspective de NEISA 2027 à Lomé s'inscrit pleinement dans cette ambition. En accueillant ce rendez-vous continental du 1er au 3 juin 2027, le Togo entend contribuer à faire du dialogue nucléaire africain un espace davantage tourné vers l'action, l'investissement et la construction de partenariats durables.

@LEMEDIUM

Zozo
RENTREE SCOLAIRE 2026-2027: CAP SUR L'EXCELLENCE
ET L'INNOVATION POUR 3 MILLIONS D'ÉLÈVES TOGOLAIS



Ce lundi 14 septembre 2026 marque la reprise officielle des cours sur l'ensemble du territoire togolais. De la maternelle au secondaire, plus de trois millions d'élèves reprennent le chemin des classes ceci après plus de deux mois de vacances estivales. Cette nouvelle année académique engage l'ensemble du système éducatif pour plus de 40 semaines d'activités pédagogiques, rythmées par les périodes de congés fixées par le découpage officiel.

Dans la dynamique d'un exercice précédent marqué par des résultats satisfaisants, l'exécutif togolais poursuit ses investissements stratégiques pour consolider le capital humain et moderniser les infrastructures scolaires.

Pour guider l'action du ministère de l'Éducation nationale tout au long de cette année 2026-2027, l'exécutif a défini sept orientations majeures :

- Accès équitable : Inclusion prioritaire des filles, des enfants en situation de handicap et des zones rurales.
- Qualité et excellence : Évolution des standards d'apprentissage à tous les niveaux.
- Adéquation formation-emploi : Alignement de la recherche et des parcours avec les besoins économiques.
- Innovation pédagogique : Intégration de nouvelles méthodes d'enseignement scientifique.
- Digitalisation : Modernisation numérique des outils et des apprentissages.
- Citoyenneté : Développement des compétences transversales et du civisme.
- Gouvernance : Renforcement du dialogue social et de la concertation.

L'une des grandes nouveautés de cet exercice réside dans l'opérationnalisation des passerelles entre l'enseignement général et la formation professionnelle, visant à offrir davantage de flexibilité d'orientation aux jeunes. Sur le plan sécuritaire, le dispositif " Rentrée Scolaire Sûre ", éprouvé l'an dernier, est reconduit et renforcé pour garantir un cadre d'apprentissage serein.

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a adressé ses vœux de réussite à l'ensemble de la communauté éducative, rendant hommage au dévouement des enseignants et à l'engagement des parents. Cette rentrée des élèves fait suite à celle du personnel administratif et enseignant, effectuée une semaine plus tôt lors de la traditionnelle rentrée pédagogique.

@mactite.ig

SHAHINAZ ABUSERI NOUVELLE AMBASSADRICE D'ÉGYPTE AU TOGO



La République arabe d'Égypte a une nouvelle ambassadrice au Togo. Le ministre des Affaires étrangères, Robert Dussey, a reçu en fin de semaine écoulée, à la faveur d'une audience, les copies figurées des lettres de créance de la nouvelle diplomate désignée, Shahinaz Abuseri.

Cet acte marque le début de la mission de la diplomate égyptienne au Togo. Il intervient dans un contexte où Lomé et Le Caire entendent poursuivre le renforcement de leurs relations bilatérales.

Lors de la rencontre, les échanges ont porté sur plusieurs axes de la coopération entre le Togo et l'Égypte, notamment les relations économiques, les investissements, les échanges commerciaux ainsi que la coopération diplomatique.

La nouvelle ambassadrice aura ainsi pour mission de contribuer au développement de ces différents volets et au renforcement des relations entre les deux pays. L'occasion pour le chef de la diplomatie togolaise de réitérer la disponibilité du gouvernement à l'accompagner dans l'exercice de son mandat.

Pour rappel, Shahinaz Abuseri succède à Ahmed Mohamed Eid Moustapha Ahmed, en poste depuis 2023.

Source : @RepubliqueTogolaise.com

MY WORK AFRICA
Cabinet de conseil en recrutement et gestion des ressources humaines

AVIS DE RECRUTEMENT

Neuf (9) postes à pourvoir au sein d’une Unité de Gestion du Projet dans le domaine de Renforcement de la Résilience des Communautés vulnérables

Le cabinet My Work Africa recrute, pour le compte de l'un de ses clients, dans le cadre d’un Projet de Renforcement de la Résilience des Communautés vulnérables financé par le Fonds Vert pour le Climat à travers la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), en qualité d'entité accréditée, neuf (9) profils ci-après pour des postes basés à Lomé :

Poste	Diplôme requis	Expérience minimale requise	Lieu
Responsable Administratif(ive) et Financier(e) (RAF) de projet	BAC+4 minimum en gestion, comptabilité, finance ou domaine connexe	5 ans min. en gestion financière de projets d'envergure nationale dont 3 ans avec un partenaire technique et financier	Lomé
Comptable de projet	BAC+3 minimum en gestion, comptabilité, finance ou domaine connexe	5 ans min. en gestion comptable et financière	Lomé
Spécialiste en Passation de Marchés (SPM) de projet	BAC+4 minimum en passation de marchés, approvisionnement, logistique, droit, gestion de projet ou domaine connexe	5 ans min. en passation de marchés, dont la connaissance des procédures des bailleurs internationaux	Lomé
Spécialiste du Suivi, de l'Évaluation et de l'Apprentissage de projet	BAC+4 minimum en sciences de gestion, économiques, sociales, gestion de projet, planification ou suivi-évaluation	5 ans min. en gestion de programme/projet, gestion axée sur les résultats, planification ou suivi-évaluation. Une expérience dans le domaine en gestion des catastrophes serait un atout.	Lomé
Assistant(e) au Spécialiste du Suivi, de l'Évaluation et de l'Apprentissage	BAC+3 minimum en sciences de gestion, économiques, sociales, gestion de projet, planification ou suivi-évaluation	4 ans min. en gestion de programme/projet ou suivi-évaluation, dont 3 ans dans des projets liés au climat/résilience	Lomé
Spécialiste Genre et Sauvegarde Environnementale et Sociale de projet	BAC+4 minimum en gestion de l'environnement, genre et développement ou domaine connexe	7 ans min. en intégration du genre et/ou sauvegardes environnementales et sociales dans des projets de développement	Lomé
Conseiller(ère) Technique en Communication et Plaidoyer de projet	BAC+4 minimum en sciences sociales, juridiques, gestion de projet ou domaine connexe	5 ans min. en communication, plaidoyer ou capitalisation	Lomé
Assistant(e) de Bureau de projet	BAC+3 minimum en secrétariat bilingue, assistantat de direction, gestion administrative ou domaine équivalent	5 ans min. en assistantat de direction ou assistance administrative bilingue	Lomé
Conseiller(ère) Technique en Services et Climatique	BAC+5 minimum en météorologie, agrométéorologie, climatologie, hydrologie,	7 ans min. en météorologie, agrométéorologie, hydrologie, climatologie ou ressources en eau, dont	Lomé

Cabinet My Work Africa; Tel.: 97 77 69 15 / 92 23 58 81 / 22 25 25 75
contact@myworkafrica.com et myworkafrica@gmail.com ; www.myworkafrica.com (Lomé, Togo)

Poste	Diplôme requis	Expérience minimale requise	Lieu
Hydrologique de projet	ressources en eau, changement climatique ou domaine connexe	une expérience dans la mise en œuvre de projets liés à l'alerte précoce et/ou la gestion des risques hydro-climatiques	

Conditions communes à tous les postes

- ❖ Le contrat est aligné sur la durée du projet (cinq (5) ans), assorti d'une période d'essai d'un (1) an ; les performances sont évaluées annuellement et servent de base au renouvellement du contrat ;
- ❖ Le/la titulaire est basé(e) à temps plein au sein de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) à Lomé ;
- ❖ Les langues de travail sont le français et l'anglais (échanges oraux et écrits dans les deux langues) ;
- ❖ Les candidatures féminines et celles des personnes vivant avec un handicap sont vivement encouragées.

Composition du dossier de candidature

- ❖ Une lettre de motivation adressée au Cabinet My Work Africa, précisant clairement le poste visé ;
- ❖ Un curriculum vitae (CV) actualisé et détaillé, avec au moins trois (3) références professionnelles ;
- ❖ Une copie légalisée des diplômes et attestations justifiant le niveau académique requis ;
- ❖ Des copies des attestations, certificats de travail ou de bonne fin d'exécution justifiant l'expérience professionnelle requise ;
- ❖ Une copie de la pièce d'identité (CNI ou passeport) en cours de validité ;
- ❖ Un casier judiciaire datant de moins de trois mois. (Mettre toutes les pièces en un seul dossier pdf)

Modalités et date limite de dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature, mentionnant impérativement en objet l'intitulé du poste visé, doivent être déposés aux adresses : contact@myworkafrica.com et/ou myworkafrica@gmail.com au plus tard le **18 septembre 2026 à 17h30** (heure de Lomé) :

Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s sera contacté(e)s pour la suite du processus.

NB : Les termes de référence détaillés de chaque poste (contexte, responsabilités et critères de performance) sont disponibles sur demande auprès du Cabinet My Work Africa via l'adresse email ci-dessus indiqué.

Cabinet My Work Africa; Tel.: 97 77 69 15 / 92 23 58 81 / 22 25 25 75
contact@myworkafrica.com et myworkafrica@gmail.com ; www.myworkafrica.com (Lomé, Togo)

PRÊT SCOLAIRE

DES ETUDES FINANÇÉES, UN AVENIR SÉCURISÉ

*Offre soumise à conditions

0 TAUX
%

1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2026

JUSQU'À 5 FOIS LE SALAIRE NET

SUR 12 MOIS

La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>





Excellente

rentrée à tous nos enfants qui
reprennent le chemin de l'école

Faure E. Gmassingbé